

GESTION D'UNE CAFETERIA : AOT OU DSP ?

QUESTION

Quelle forme de contrat faut-il utiliser pour confier sur le domaine public la gestion d'une cafétéria à un prestataire : une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT) ou une délégation de service public (DSP) ?

RÉPONSE

Le choix entre ces deux types de contrat dépend de l'étendue des obligations de service public que la collectivité entend mettre à la charge de l'occupant ([CE, 13 janvier 2010, Association Paris Jean Bouin et Ville de Paris](#), n° 329576). Le contrat confiant la gestion d'une cafétéria à un prestataire relèvera plutôt d'une autorisation d'occupation temporaire, car le gestionnaire de la cafétéria n'exploite pas une activité de service public.

➤ **La délégation de service public (DSP)**

La délégation de service public est un contrat confiant à un prestataire la gestion ou l'exploitation d'une activité de service public « *dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service* ». ([article L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales](#)). Le prestataire prend à sa charge les frais d'installation et d'exploitation et se rémunère sur les ventes.

Seuls les services constitutifs d'une activité de service public peuvent donc donner lieu à une DSP :

- soit que l'exploitation constitue une activité de service public à part entière : pour ce faire, l'activité doit présenter un intérêt général et l'on doit pouvoir déduire que la personne publique a érigé cette activité en un service public (modalités d'organisation, obligations particulières de service public...). Une cafétéria ne constitue pas a priori un service public.

Le juge apprécie strictement les obligations de service public imposées au prestataire ([CE, 12 mars 1999, Ville de Paris](#), n°186085). Il faut que ces obligations soient particulièrement lourdes pour qu'une AOT soit requalifiée en DSP (cf. [arrêt du Conseil d'Etat du 21 juin 2000](#), SARL Plage "Chez Joseph", n° 212100) ou qu'un règlement impose le recours à une DSP (cf. par exemple le décret n°2006-608 du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plage).

- soit que l'exploitation constitue une activité connexe, en lien avec la mission principale de service public.

La passation des délégations de service public relève des procédures instituées par la [loi n°93-122 du 29 janvier 1993](#) modifiée relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique (loi Sapin) et des [articles L. 1411-1 et suivants](#) du code général des collectivités territoriales.

➤ **La convention d'occupation du domaine public (AOT)**

En vertu du code général de la propriété des personnes publiques (articles [L. 2122-6](#) et suivants) et du code général des collectivités territoriales ([articles 1311-5](#) et suivants), toutes les personnes publiques peuvent consentir sur leur domaine public et sur celui mis à leur disposition des autorisations d'occupation temporaires (AOT) constitutives de droits réels qui confèrent à leurs bénéficiaires les droits et obligations du propriétaire pendant une durée maximum de 70 ans.

Par l'AOT, le pouvoir adjudicateur met à la disposition du bénéficiaire l'emplacement dévolu aux activités de la cafétéria. Le prestataire prend à sa charge les frais d'installation et d'exploitation et conserve le produit des ventes comme pour la DSP, mais l'activité exercée n'est pas une activité de service public. Il s'agit souvent d'activités commerciales, comme l'est une cafétéria.

Cette autorisation est délivrée pour une durée déterminée et est révocable. Une redevance doit être perçue en vertu du principe général de non gratuité ([article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques](#)).

La réglementation n'impose aucune formalité de publicité ou de mise en concurrence préalable à la délivrance d'un titre d'occupation du domaine public ou privé de l'Etat ou des collectivités publiques ([Rép. Min. n° 97086](#), JOAN Q 24 octobre 2006). Les contrats d'occupation du domaine public ne sont pas soumis à une obligation de mise en concurrence, même assortis de travaux ([CE, 10 mars 2006, Sté Unibail Management](#), n° 284802). En conséquence, il est possible de délivrer une AOT directement au prestataire sans publicité ni mise en concurrence préalables¹.

¹ On prendra garde cependant au cas suivant : les travaux sont réalisés, non pour le compte du titulaire en vue de permettre l'exploitation du bien, mais pour le compte du pouvoir adjudicateur. Le contrat est constitutif d'une concession de travaux, soumise aux règles de passation du [décret n° 2010-406 du 26 avril 2010](#).